

La notice de cet  
avis est disponible  
en [cliquant ici](#) ou  
sur [impots.gouv.fr](#)

## Vos références


Numéro fiscal (C) : 18 19 456 659 279  
Référence de l'avis : 21 92 4228885 78  
Contrat de prélèvement : P3 92 0274719 17  
Référence unique de mandat :  
FR46ZZZ005002P392027471917  
Numéro de propriétaire : 062 K00729 X  
Débiteur(s) légal(aux) :  
PROPRIETAIRE 0951 MC6F65  
M KOKAINA SALLAH

Numéro de rôle : 221  
Date d'établissement : 10/08/2021  
Date de mise en recouvrement : 31/08/2021

Identifiant service : 92036

## Vos contacts

 **Par messagerie sécurisée**  
dans votre espace particulier ou professionnel sur  
[impots.gouv.fr](#)

 **Par téléphone**  
- pour toutes questions sur le prélèvement à  
l'échéance ou sur le prélèvement mensuel :  
au 0 809 401 401 \*  
du lundi au vendredi, de 8h30 à 19h  
- pour toute autre question, votre centre des  
finances publiques (coordonnées ci-dessous)

 **Sur place**  
auprès de votre centre des finances publiques  
(horaires sur [impots.gouv.fr](#), rubrique « Contact »)

- **pour le paiement de votre impôt :**  
SIP SURESNES  
12 RUE MERLIN THIONVILLE  
92151 SURESNES CEDEX  
Tél : 0141181000
- **pour le montant de votre impôt :**  
CELLULE FONCIERE MUTUALISEE  
12 RUE MERLIN DE THIONVILLE  
92157 SURESNES CEDEX  
Tél : 01 41 18 10 00

\* (service gratuit + coût de l'appel)

CENTRE DES FINANCES PUBLIQUES  
SIP SURESNES  
12 RUE MERLIN THIONVILLE  
92151 SURESNES CEDEX

M KOKAINA SALLAH  
1 AVENUE ANNAKHIL SECTEUR 17  
10100 RABAT  
MAROC

## Somme à payer

**637,00 €**

**Date limite de paiement : 15/10/2021**

Vous avez choisi le prélèvement à l'échéance

Sauf avis contraire de votre part avant le 01/10/2021,  
directement sur [impots.gouv.fr](#) ou en appelant le 0 809 401 401\*,  
la somme à payer sera prélevée automatiquement le 25/10/2021

Compte bancaire : FR23 2004 1010 125X XXXX XXX3 303  
Identifiant de la banque : PSSTFRPPSCE  
Nom du créancier : DIRECTION GÉNÉRALE DES FINANCES PUBLIQUES

Retrouvez désormais vos **biens immobiliers bâtis** et leur descriptif dans votre espace sécurisé sur [impots.gouv.fr](#)

DÉTAIL DU CALCUL DES COTISATIONS

Taxes foncières 2021		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxes spéciales	Taxe ordures ménagères	Taxe GEMAPI	Total des cotisations	
Propriétés bâties	Taux 2020	16,01 %	%	%	0,623 %	1,70 %	0,00767 %		
	Taux 2021	16,01 %	%	%	0,625 %	1,70 %	0,00912 %		
	Adresse	9001 RUE DES FONTAINES							
	Base	368			368	368	368		
	Cotisation	59			3	6	0	68	
	Cotisation lissée								
	Adresse	94 AV DU GENERAL DE GAULLE							
	Base	2971			2971	2971	2971		
	Cotisation	476			19	51	0	546	
	Cotisation lissée								
Cotisation 2020	534			22	56				
Cotisation 2021	535			22	57			614	
Variation	+0,19 %	%	%	0 %	+1,79 %	%			
		Commune	Syndicat de communes	Inter communalité	Taxe additionnelle	Taxes spéciales	Chambre d'agriculture	Taxe GEMAPI	Total des cotisations
Propriétés non bâties	Taux 2020	%	%	%	%	%	%	%	
	Taux 2021	%	%	%	%	%	%	%	
	Bases terres non agricoles								
	Bases terres agricoles								
	Cotisation 2020								
	Cotisation 2021								
	Variation	%	%	%	%	%	%	%	
	Dégrèvement jeunes agriculteurs (JA)				Base du forfait forestier	Majoration base terrains constructibles	Caisse d'assurance des accidents agricoles		
Base État						Droit proportionnel :			
Base collectivité						Droit fixe :			
Votre cotisation communale de taxe foncière pour 2021 prend en compte le transfert de la part départementale aux communes à travers l'ajout du taux départemental au taux communal. Pour plus d'informations consultez la notice. Les taxes spéciales comprennent la TSE Grand Paris pour 7 € et la taxe additionnelle spéciale annuelle Ile-de-France pour 7 €. Le versement net de votre commune au fonds de solidarité de la région Ile de France s'élève à 14 823 781 €.						Frais de gestion de la fiscalité directe locale		23	
						Dégrèvement Habitation principale			
						Dégrèvement JA État			
						Dégrèvement JA Collectivité			
Références administratives : 921 51 085 036 062 062 A A						Montant de votre impôt		637	

Si vous souhaitez contester le montant de votre impôt, conformément aux articles R\*190-1 et R\*196-2 du livre des procédures fiscales, vous pouvez effectuer une réclamation sur votre messagerie sécurisée sur [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr) ou par courrier adressé à votre centre des finances publiques, jusqu'au 31 décembre 2022 .

Les calculs ayant permis la détermination du montant de votre imposition, ainsi que son détail, sont réalisés dans le cadre d'un traitement algorithmique. Conformément au code des relations entre le public et l'administration, vous avez accès aux règles définissant ce traitement ainsi qu'aux principales caractéristiques de sa mise en œuvre et l'explicitation de vos droits en la matière, en consultant [impots.gouv.fr](https://impots.gouv.fr), rubrique « ouverture des données publiques de la DGFIP ».

Les informations recueillies pour les taxes foncières font l'objet d'un traitement de données à caractère personnel, mis en œuvre par la Direction générale des Finances publiques (120 rue de Bercy 75772 PARIS). Pour toutes informations sur la protection de vos données personnelles, consultez la politique de confidentialité accessible depuis la page internet suivante : <https://www.impots.gouv.fr/portail/confidentialite-informations-personnelles>. Des informations sur vos taxes foncières sont communiquées aux collectivités locales (art. L.135 B du livre des procédures fiscales). Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée et au règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données vous concernant ainsi que d'un droit à la limitation du traitement. Pour exercer vos droits, vous pouvez adresser votre demande au centre des finances publiques ou à l'adresse suivante : [donnees-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:donnees-personnelles-mes-droits@dgfip.finances.gouv.fr). En outre, si vous estimez que le traitement de vos données à caractère personnel n'est pas conforme aux dispositions légales et réglementaires, vous pouvez exercer votre droit de réclamation auprès de la Commission nationale de l'informatique et des libertés.